

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

| | |
|---|---|
| Édito : la CGT à l'offensive ! | 1 |
| 100 milliards d'euros de dividendes en 2024 ! | 2 |
| Reims- Arcelor Mittal : en lutte, plus que jamais | 2 |
| Reims - Valéo : bientôt la grève | 2 |
| Rassemblement devant Bercy le 22 janvier..... | 3 |
| Résultats TPE : La CGT loin devant dans la Marne..... | 3 |
| Retraités : non à la suppression de l'abattement fiscal ! | 3 |
| Montmirail : Les salariés de Leader Price aux Prud'hommes | 3 |
| Reims- Les Girandières : reprise en cours..... | 4 |
| Reims- Institut Michel Fandre- Abrogation pure et simple de la réforme !..... | 4 |
| Congrès de l'UD CGT de la Marne les 2 et 3 octobre 2025 | 4 |

Édito : la CGT à l'offensive !



François BAYROU a beau mettre la réforme des retraites en chantier (dans tous les sens du terme), ce qui compte, c'est son abrogation, comme l'a rappelé Sophie BINET, pour la CGT. Or pour l'instant, la proposition du « conclave » concédée par le Premier ministre n'est qu'un marché de dupes puisqu'au final, c'est le patronat qui décidera ! [\(voir Sophie BINET sur RTL Matin\)](#)

Dans la Marne, les résultats des élections dans les TPE sont connus, ils sont sans équivoque. La CGT se démarque avec 27,14 % des voix en tant que première organisation syndicale, loin devant la seconde organisation. Ce résultat témoigne d'une confiance renforcée pour notre syndicat, la preuve que, dans un contexte économique et social incertain, la voix de la CGT porte et résonne. Cette victoire n'est pas seulement un chiffre, c'est une réelle légitimité qui s'ancre dans notre volonté de défendre les droits des travailleurs, de protéger leurs intérêts et d'être à leur écoute dans un monde du travail en pleine mutation.

La CGT est présente sur le terrain, à la rencontre des salariés, mobilise ses forces pour dialoguer avec eux et les informer. Leurs voix, leurs aspirations, leurs luttes sont au centre de notre action.

Nous savons que beaucoup d'entre vous se sentent isolés face à des défis grandissants, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat, de la précarisation des contrats de travail, ou de la recherche de conditions de travail dignes. Notre objectif est clair : renforcer la solidarité entre collègues, favoriser les échanges et faire émerger des solutions collectives. Nous voulons bâtir un avenir basé sur le respect et la justice sociale. Chaque rencontre est l'occasion d'écouter, de comprendre et d'agir. Nous voulons que chaque salarié prenne conscience de son pouvoir d'agir.

Ensemble, relevons le défi de l'accompagnement des salariés, faisons entendre nos voix et construisons un avenir où les salariés seront au cœur des décisions qui les concernent.

La CGT est à l'offensive, et chaque salarié est invité à prendre part à cette démarche collective. Le futur que nous construisons et celui qui vous rassemble. Mobilisons-nous et agissons pour le défendre !

Philippe BENMANOU, secrétaire à la vie syndicale de l'UD CGT Marne



17 janvier 2025
#93

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



ensemble, on s'organise >



100 milliards d'euros *de dividendes en 2024 !*



Au moment même où François BAYROU faisait son discours de politique générale devant les députés, rabâchant lourdement les éléments de langage de la Macronie sur l'envolée de la dette publique, on apprenait que les entreprises du CAC 40 avaient distribué près de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2024.

Un nouveau record alors que les inégalités n'ont jamais été aussi criantes ; la France confirme son rang de championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires !

Dans la liste des groupes les plus « généreux », on trouve Total Energies, LVMH, Stellantis, BNP Paribas et Axa. Des noms qui en disent long sur les effets du néo libéralisme qui récompense sans vergogne la spéculation, la financiarisation et le luxe, au détriment de l'emploi utile, des services publics et de l'intérêt général. Dites-le, Monsieur BAYROU, et si pour une fois on faisait payer les plus riches pour résorber la dette publique ?

Reims- Arcelor Mittal : *en lutte, plus que jamais*



Le mercredi 15 janvier, la CGT a appelé à une grève nationale sur l'ensemble des huit sites français d'Arcelor Mittal Centre de service (AMCS) pour soutenir leurs collègues de Reims et de Denain pendant la réunion de négociation du PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi). Une centaine de salariés d'Arcelor Mittal Reims, rejoints par des collègues de Dunkerque, Fos-sur-Mer ou Grandange, se sont réunis à l'entrée de l'usine, devant un feu de palettes.

Pour l'instant, on est loin du compte, les propositions de la direction se situent juste au-dessus du minimum légal et la colère des salariés monte.

Pour la CGT, d'autres choix sont possibles pour préserver les 135 emplois menacés par la restructuration et maintenir les activités industrielles des deux sites. Elle dénonce la stratégie d'un groupe qui ne vise qu'à maximiser ses profits en délocalisant l'activité aux Etats-Unis, en Inde ou au Brésil, alors qu'il a engrangé des aides publiques conséquentes pendant des années. ([reportage France 3](#))

Reims - Valéo : bientôt la grève

A l'appel de l'Intersyndicale, une assemblée générale du personnel de Valéo est prévue le 17 janvier, la grève devrait démarrer vendredi 24 janvier.



Lors de la seconde réunion de négociation du PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi), la direction n'a fourni aucune réponse claire aux questions des négociateurs. Elle entretient le flou en parlant de « projet évolutif » sans fournir les documents attendus...

Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup et cette posture de la direction ne rassure pas, bien au contraire.

La DREETS du 78 (où est situé le siège de l'équipementier automobile) a été saisie pour ce manque de transparence et cette absence de loyauté de la part de l'employeur dans les négociations.

Rappelons que la restructuration prévoit la fermeture totale ou partielle de trois sites de Valéo en France (voir Info Marne n°73, 82, 87) et la suppression de 10 % des effectifs du groupe.

A Reims, initialement, sur les 323 postes existants, 97 étaient visés dont 33 agents de production, avec des départs volontaires. Les autres postes concerneraient la recherche et développement et la structure. Mais aucun salarié du site n'est à l'abri, car on ignore à ce jour combien de postes seront réellement concernés, dans quel secteur, à quelle échéance, dans quelles conditions. La colère et l'exaspération montent, la mobilisation de tous est donc impérative.

Rassemblement

devant Bercy le 22 janvier



A l'appel des fédérations CGT de la chimie, du commerce et des organismes sociaux, une journée de mobilisation est organisée le mercredi 22 janvier à Paris, devant le ministère de l'économie et de finances à Bercy, pour continuer à porter les exigences revendicatives sur l'emploi et les enjeux industriels et environnementaux.

Le département de la Marne est lourdement frappé par les restructurations industrielles. Un bus, affrété par la fédération de la chimie, partira d'Épernay. Rendez-vous à 7h30 sur le parking du Carrefour, Quai de la Marne.

Des camarades de Smurfit Kappa Bag in Box d'Épernay, Ecolab de Châlons-en-Champagne, Albéa de Sainte-Menehould, Charbonneaux de Reims et Johnson et Johnson de Sézanne seront présents. Il reste des places. Vous pouvez contacter le secrétariat de l'UD CGT pour les inscriptions.

Résultats TPE :

La CGT loin devant dans la Marne

La CGT confirme sa place de premier syndicat dans les entreprises de moins de onze salariés, très loin devant les autres organisations syndicales, avec un écart qui s'est encore creusé. Dans la Marne la CGT obtient 27,14 % des voix, l'UNSA 15,84 %, la CFDT 15,37 % et FO 12,71 %.



Un résultat très encourageant malgré le faible taux de participation. Cette faiblesse de la participation résulte d'un manque d'implication

des pouvoirs publics, des conditions de vote, mais aussi de la nécessité pour la CGT de se déployer et de mener une activité régulière, notamment avec les conseillers du salarié. Elle résulte aussi du manque de notoriété des commissions paritaires régionales, trop éloignées des salariés. La CGT demandera l'ouverture de négociations pour créer de nouvelles instances de dialogue social afin de porter les revendications.

Retraités : non à la suppression de l'abattement fiscal !

Le MEDEF veut s'attaquer à l'abattement fiscal de 10 % des retraités, mis en place



par Raymond BARRE il y a 40 ans, dans un souci d'équité, afin de neutraliser les effets de la baisse de leurs revenus lors de leur départ en retraite. Il ne s'agit donc pas d'un abattement pour frais professionnels, comme l'a récemment qualifié de manière fallacieuse le président du MEDEF, qui ferait mieux de s'offusquer des énormes dividendes perçus par les actionnaires du CAC 40 en 2024.

Cette suppression augmenterait les impôts de la moitié des retraités et rendrait imposables 500 000 retraités supplémentaires ! Un retraité qui perçoit 1 542 € net de pension par mois et qui ne paie pas d'impôt aujourd'hui paierait 272 € par an. Un couple où chacun touche 1 662 € par mois paierait 638 € d'impôts en plus. La CGT s'insurge contre cette proposition qui entamerait gravement le pouvoir d'achat des retraités déjà lourdement impacté depuis l'arrivée de MACRON à l'Élysée en 2017.

Montmirail : Les salariés de Leader Price aux Prud'hommes

La date d'audience au tribunal des Prud'hommes d'Épernay a été fixée au 6 février, pour les salariés de l'ex-magasin Leader Price de Montmirail, privés de salaire depuis le mois d'octobre 2024.

« On va demander le licenciement à tort de l'employeur pour que les salariés puissent au moins prétendre au chômage. Et puis on va surtout demander les salaires impayés. Si la société n'est pas solvable, c'est le régime de

garantie des salaires (AGS) qui va payer. » déclare Steve BOUCLY, secrétaire de l'Union Départementale CGT de la Marne.

La date d'audience devant le tribunal de commerce, afin d'obtenir le placement de la société en liquidation judiciaire, n'est pas encore connue ([Lire l'article de l'Huma](#)).

Reims- Les Girandières : *reprise en cours*



Le groupe Réside Etudes Seniors, dont fait partie la résidence des Girandières de Reims, en redressement judiciaire depuis juin 2024, a fait l'objet d'une offre de reprise conjointe par les groupes Zenitude et Stella. Les repreneurs s'engagent à préserver la quasi-totalité des emplois.

On se souvient que le personnel des Girandières, soutenu par les résidents, s'était mis en grève le 12 octobre 2024 pour dénoncer les retards de paiement de leurs salaires et les conditions d'accueil des résidents. ([voir Info Marne n°81](#)). Suite à ce mouvement, deux salariées avaient été convoquées pour un entretien préalable à sanction disciplinaire. L'Union Locale CGT de Reims avait publiquement dénoncé une forme de représailles ([voir Info Marne n°86](#)). Compte tenu de la nouvelle donne, la CGT sera particulièrement vigilante au maintien de l'emploi aux Girandières, ainsi qu'à l'abandon de la procédure à l'encontre des salariées. ([lire l'article d'Aladom](#))

Reims - Institut Michel Fandre : *Abrogation pure et simple de la réforme !*

La CGT de l'Institut Michel Fandre de Reims (centre de rééducation et d'enseignement spécialisé) rappelle son exigence d'une abrogation pure et simple de la réforme des retraites. Le recul de l'âge de départ en retraite,

imposé par un 49-3, rejeté par plus de 80 % de la population, n'est pas négociable.

La mobilisation pour l'abrogation pure et simple de cette réforme violente et injuste sera la meilleure manière de se disposer pour exiger la revalorisation de la valeur du point d'indice dans les conventions collectives en vigueur, obtenir que l'ensemble des salariés du médico-social bénéficient du Ségur de la santé et faire en sorte que les négociations d'une convention collective unique se fasse sur la base des meilleures dispositions existantes. ([lire le tract](#))

Congrès de l'UD CGT de la Marne *les 2 et 3 octobre 2025*



La Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT de la Marne a arrêté les dates du Congrès. Il se tiendra les 2 et 3 octobre 2025 au Palais des fêtes d'Épernay, Parc Roger MENU.

Un moment important pour notre Union Départementale, l'occasion de faire le bilan de notre activité et de débattre des orientations que nous souhaitons nous donner pour les années à venir.



La Macif vous protège dans votre activité syndicale () avec **des contrats** **sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ Contactez-nous : partenariat@macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**